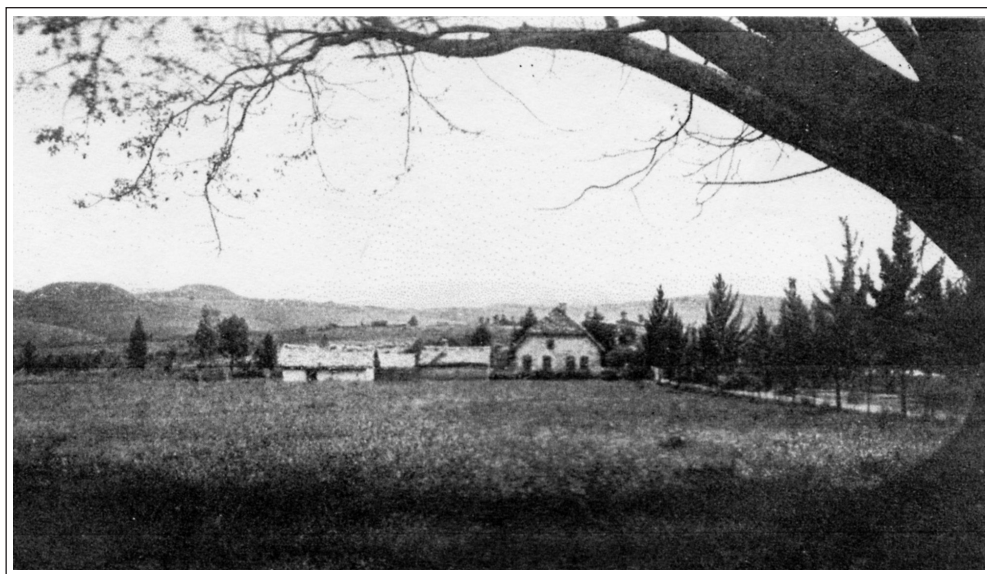

Jean-Pierre Chrétien

Gitega capitale du Burundi



**Une ville du Far West
en Afrique orientale allemande
(1912-1916)**

KARTHALA

En 1912 les colonisateurs allemands, présents au Burundi depuis 1896, fondent au centre du pays une nouvelle ville, Gitega, destinée à en devenir la capitale. Quatre ans après, la Guerre mondiale les force à abandonner ce chantier aux conquérants belges venus du Congo.

Gitega offre un exemple de création ex nihilo d'une ville à vocation administrative et commerciale. A partir des archives coloniales et des témoignages de vieux Burundais, cette histoire a pu être reconstituée au ras du sol : le choix du site sur un plateau herbeux, la difficile collecte des matériaux et le recrutement d'une main-d'œuvre, le désarroi de la population locale face aux nouvelles disciplines et les calculs de ses chefs, le lancement du commerce dans une région où la monnaie était quasi absente, l'ébauche d'une scolarisation.

Gitega, de 1912 à 1916, est comme un microcosme de la logique coloniale, avec sa brutalité et ses ouvertures. Par-delà tout exotisme, cette situation à l'ouest de l'Afrique orientale allemande évoque aussi celle du Far West américain à la même époque. On y retrouve les agents d'un ordre impérial en construction sur le terrain, mais aussi les jeux d'aventuriers de toutes origines (ici asiatiques et africaines), habituels dans les situations porteuses de nouvelles frontières économiques et culturelles.



Jean-Pierre Chrétien, historien, a mené des recherches au Burundi depuis une cinquantaine d'années et publié de nombreux ouvrages sur la région des Grands lacs. Il est directeur de recherche émérite au CNRS, dans le cadre du CEMAF (Paris 1) et associé au LAM (Bordeaux).

GITEGA, CAPITALE DU BURUNDI

KARTHALA sur Internet : <http://www.karthala.com>

Paielement sécurisé

Couverture : Gitega après le départ des Allemands.

Photo extraite de Mgr Gorju, *En zigzags à travers l'Urundi*, 1926, p. 104.

© ÉDITIONS KARTHALA, 2015
ISBN : 978-2-8111-1510-4

Jean-Pierre Chrétien

Gitega, capitale du Burundi

**Une ville du Far West
en Afrique orientale allemande
(1912-1916)**

**Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 Paris**

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Karthala

Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi, nouvelle édition, 2012.

L'invention de l'Afrique des Grands lacs. Une histoire du XX^e siècle, 2010.

L'Afrique de Sarkozy. Un déni de l'histoire (collectif), 2008.

Burundi 1972. Au bord des génocides (avec J.-F. Dupaquier), 2007.

Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes « ethniques » (1993-1996) (éd. avec M. Mukuri), 2002.

Afrocentrismes. L'histoire des Africains entre Égypte et Amérique (collectif), 2000, rééd. 2010.

Rwanda. Les médias du génocide (avec J.-F. Dupaquier, M. Kabanda et J. Ngarambe), 1995, rééd. 2002.

Burundi. L'histoire retrouvée, 1993.

Les ethnies ont une histoire (éd. avec G. Prunier), 1989, rééd. 2003.

Histoire rurale de l'Afrique des Grands lacs. Guide de recherches (collectif). 1983.

Chez d'autres éditeurs

L'Afrique des Grands lacs. Deux mille ans d'histoire, Flammarion, 2000.

Rwanda. Racisme et idéologie. L'idéologie hamitique, Belin, 2013.

REMERCIEMENTS

Ce travail se situe dans une recherche de longue durée sur le Burundi à l'époque allemande. Je dois donc ici, une nouvelle fois, exprimer ma reconnaissance à l'égard de tous les responsables de fonds d'archives qui m'ont accueilli et aidé. Il s'agit essentiellement, comme l'indiquent les références données en notes, du *Deutsches Bundesarchiv* de Berlin (dossiers de l'ancien *Reichs-Kolonialamt*, consultés à l'époque où ils étaient réunis dans le *Deutsches Zentralarchiv* de Potsdam), des *Tanzania National Archives* de Dar-es-Salam (dossiers de l'ancien gouvernement de la *Deutsch-Ostafrika*), des Archives africaines de Bruxelles (fonds allemands concernant la gestion du Burundi et du Rwanda) et enfin des Archives de la Maison généralice des Pères blancs à Rome (daires et courriers des missions du Burundi).

Je tiens à remercier les archivistes de Bruxelles qui m'ont aidé dans la recherche des documents relatifs aux débuts de l'occupation belge entre 1916 et 1918, et en particulier Monsieur Pierre Dandoy, qui a trouvé une carte du poste de Kitega en 1920, sans oublier la regrettée Françoise Peemans, ancienne directrice de ces fonds et qui m'y a si souvent accueilli. Je pense également à René Lamey et à François Renault, responsables des Archives des Pères blancs dans les années 1970-1980, qui ont été aussi des collègues chercheurs. Que le Père François Richard soit également remercié pour l'amitié avec laquelle il a donné son accord à la publication par les éditions Karthala de trois clichés importants sur les débuts de Gitega. Je dois aussi remercier vivement les responsables de la Section d'Histoire du Musée royal de l'Afrique centrale, et en particulier Madame Van Schuylenberg, qui m'ont aidé à retrouver des clichés des débuts de la période belge et à faciliter leur reproduction.

En ce qui concerne les enquêtes orales, il me serait impossible de citer tous les Burundais, anciens étudiants, collègues du Département d'Histoire de l'université, responsables administratifs, sans lesquels elles auraient été impossibles. Sans oublier les témoins eux-mêmes, qui ont eu

la patience de répondre à mes questions et auxquels je tiens à rendre hommage en les citant nommément pour leurs contributions. La dernière enquête a porté sur les sites de plusieurs anciennes constructions allemandes et je suis redevable, pour leur aide décisive sur ce sujet, à Messieurs Damien Habonimana, ancien directeur du Musée de Gitega et conseiller à la province, et Gérard Kaburahe, responsable d'un Centre culturel à Gitega.

Je tiens aussi à exprimer toute ma gratitude à Monsieur Bernard Busokoza, député à l'Assemblée nationale, pour son aide précieuse à la réalisation de cette publication.

Je ne peux oublier, enfin, l'accueil cordial que m'ont réservé à Bujumbura en janvier 2014 les ambassadeurs de France et d'Allemagne, Messieurs Gerrit Van Rossum et Bruno Brommer : cela a représenté pour moi un réel encouragement dans l'achèvement de ce travail.

Introduction

Il y a un siècle, la ville de Gitega était créée au Burundi. Cet ancien royaume de l'Afrique des Grands lacs était à l'époque sous domination allemande. Il constituait depuis le début du XX^e siècle un district particulier de l'ensemble dit Deutsch-Ostafrika, qui s'était peu à peu construit à partir de 1885 entre la côte de l'Océan Indien et les lacs Nyassa, Tanganyika et Victoria et qui correspond aujourd'hui à l'espace occupé par la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi¹.

Contrairement à beaucoup d'autres villes coloniales, Gitega n'a pas été fondée à l'emplacement ou à proximité d'un ancien centre urbain autochtone. Il s'agit de la création d'un nouveau chef-lieu administratif, décidée ex nihilo par la bureaucratie allemande. Rien ne prédisposait le plateau herbeux où son emplacement a été choisi en 1912, à abriter ce qui était conçu comme une capitale pour le Burundi moderne.

Il n'est pas inutile de rappeler les principaux moments et les modalités de la mise en relation de ce pays avec l'extérieur depuis le milieu du XIX^e siècle². C'est en 1856, avec Richard Burton et John Speke, puis en 1871, avec Henry M. Stanley et David Livingstone, que le pays est touché par des visiteurs occidentaux qui le font entrer ainsi dans la connaissance géographique de l'Est africain. Mais ces contacts se limitent au littoral du lac Tanganyika et ils s'inscrivent en fait dans les réseaux commerciaux déjà établis dans la région par des Arabes et des Swahili, venus du sultanat de Zanzibar et déjà installés dans des comptoirs créés par eux depuis les années 1840-1850, à Tabora, sur le plateau central tanzanien et à Ujiji, sur les bords du lac Tanganyika, à une cinquantaine de kilomètres au sud du Burundi. Ce pays était réputé dans la région pour son huile de palme, ses petits poissons *ndagala* et son bétail (chèvres et bovins).

1. Cf. J. Iliffe, *A modern history of Tanganyika*, Cambridge university press, 1979, pp. 88-202.

2. Cf. E. Mworoha (éd.), *Histoire du Burundi*, Paris, Hatier, 1987, pp. 207-253.

Une autre vague d'Européens aborde le pays à partir de 1879. Ce sont des missionnaires catholiques, les Pères blancs, qui empruntent également la route des caravanes jusqu'à Ujiji, puis des pirogues locales ou des petits voiliers affrétés sur le lac auprès des commerçants musulmans. Après un épisode malheureux au lieu dit Rumonge (du nom d'un chef local) entre 1879 et 1881, des fondations éphémères ont lieu en 1884 et 1891 au nord du lac, dans la région appelée alors Uzige (le site de l'actuelle Bujumbura).

Il faut attendre les années 1890 pour que les montagnes de l'intérieur du pays, au cœur du royaume burundais, soient parcourues par des étrangers. En 1892 un jeune voyageur autrichien, Oscar Baumann, le traverse d'est en ouest. Dans les années 1896-1898 des Pères blancs s'aventurent aussi à l'est du pays.

La situation évolue de façon décisive quand les officiers allemands et leurs tirailleurs africains (les askaris) de la *Schutztruppe*³, présents à Ujiji depuis 1893, créent en 1896 un poste au nord du lac Tanganyika, à Kajaga, près du delta de la Rusizi. En 1897 ce poste est transféré sur une terrasse alluviale plus salubre, surplombée par de hautes crêtes, un site dénommé en swahili « Uzumbura » (transcrit *Usumbura* par les Allemands) c'est-à-dire Bujumbura en kirundi. Ce nouvel emplacement devient, en tant que *Militärstation*, le quartier général des troupes coloniales du district (*Bezirk*) d'Ujiji, affectées prioritairement à la définition de la frontière avec le Congo léopoldien, qui devait finalement relier les lacs Tanganyika et Kivu en suivant le cours de la Rusizi⁴. Dans la vie locale cette fondation ne part pas de rien, puisque le site accueillait déjà un marché quotidien important, dénommé Mukaza, où on trouvait tous les produits de la région, mais aussi des denrées importées par le lac (y compris perles, coquillages et parures venus de la côte de l'Océan Indien).

En 1901 Usumbura devient le chef-lieu d'un nouveau district, séparé d'Ujiji et regroupant le Burundi et le Rwanda, sous le commandement du capitaine Werner von Grawert. Le Rwanda ne sera séparé du Burundi qu'en 1906, sur le papier, et en fait en 1907, quand les deux royaumes seront gérés en tant que « Résidences » distinctes.

D'emblée la gestion de chacun des deux pays impliquait le choix d'un pôle à la fois administratif, militaire, politique et économique, permettant de contrôler le mieux possible une population particulièrement dense

3. Littéralement « troupes de protection », terme désignant l'armée coloniale allemande, chargée de l'ordre public dans le « territoire protégé » (*Schutzgebiet*) de la Deutsch-Ostafrika..

4. Ce tracé, établi dès novembre 1899 sur la base d'un compromis politico-militaire, ne sera confirmé diplomatiquement qu'en août 1910 !

(environ deux millions d'habitants dans chacun des deux royaumes) avec un personnel colonial réduit (quelques dizaines d'Européens et quelques centaines d'auxiliaires africains). Cette question est réglée dès 1908 au Rwanda, avec la fondation de Kigali, au sud-est de ce pays. Il faudra attendre 1912 pour qu'elle le soit au Burundi, avec la fondation de Gitega⁵.

Puis intervient la Première Guerre mondiale. A partir de 1916, sous la graphie de Kitega⁶, cette ville deviendra, durant la colonisation belge, un petit centre provincial. Depuis 1962, elle a retrouvé son nom de Gitega dans le Burundi indépendant, mais, un siècle après sa fondation, elle n'a pas retrouvé la fonction de capitale que lui avaient attribuée les Allemands.

Ce sont les motifs qui ont retardé le choix du site de Gitega, puis le défi que représentait la fondation de toutes pièces d'une ville dans un pays dépourvu de tradition urbaine, qui vont retenir notre attention à travers l'étude des premières années de son existence, sous l'occupation allemande. Quatre questions seront abordées successivement : la recherche d'une localisation conçue comme devant être centrale dans l'espace burundais, les problèmes matériels posés par les premières constructions de Gitega, le poids social de leur réalisation sur le plan foncier et celui du travail, enfin les contradictions économiques et culturelles du projet modernisateur que représentait cette création urbaine au cœur du continent. La conquête belge de 1916 sera enfin évoquée.

Nous disposons, pour cette étude, de sources originales : les archives de l'administration coloniale allemande, consultées notamment à Berlin, Bruxelles et Dar-es-Salaam, les archives des Pères blancs qui avaient créé deux postes missionnaires à proximité du site de Gitega (à Mugera et à Buhoro), les archives de Bruxelles et de Tervuren, reflétant ce que les occupants belges ont trouvé à leur arrivée sur place durant la Première Guerre mondiale, enfin les témoignages d'anciens habitants de la région de Gitega, que nous avons interrogés notamment à la fin des années 1960. Cette documentation permet de reconstituer la cartographie de la nouvelle

5. Cf. J.-P. Chrétien, « La colonisation allemande (1896-1916) », in G. Lasserre *et al.* (éds.), *Atlas du Burundi*, Bordeaux-Bujumbura, 1979, planche 12 (carte et commentaires).

6. La graphie Gitega (prononcer « Guitéga ») correspond à sa prononciation en kirundi. Le choix du préfixe Ki- par les Belges, en écrivant Kitega était de marquer le fait qu'on ne devait pas prononcer, à la française, « Jitéga ». Il peut aussi avoir répondu au souci de respecter l'appartenance linguistique de ce toponyme à la classe Ki (singulier) – Bi (pluriel) des substantifs, selon la règle des lexiques déjà réalisés par des missionnaires. En fait le phonème K se réalise phonétiquement en G en fonction de la consonne qui ouvre la syllabe suivante : par exemple, on dit Kirundo ou Kinama, mais on prononce Giharo ou Gitega. Rappelons que la langue nationale du pays, le kirundi, est une langue bantu, fonctionnant donc avec un système de classes (et non de genres).

ville et surtout de restituer l'ambiance matérielle et morale de ce qui fut un événement peu banal dans l'histoire du Burundi, à l'instar de ce qui s'était passé en Afrique australe et même dans l'Ouest américain au XIX^e siècle, une urbanisation à partir de rien.

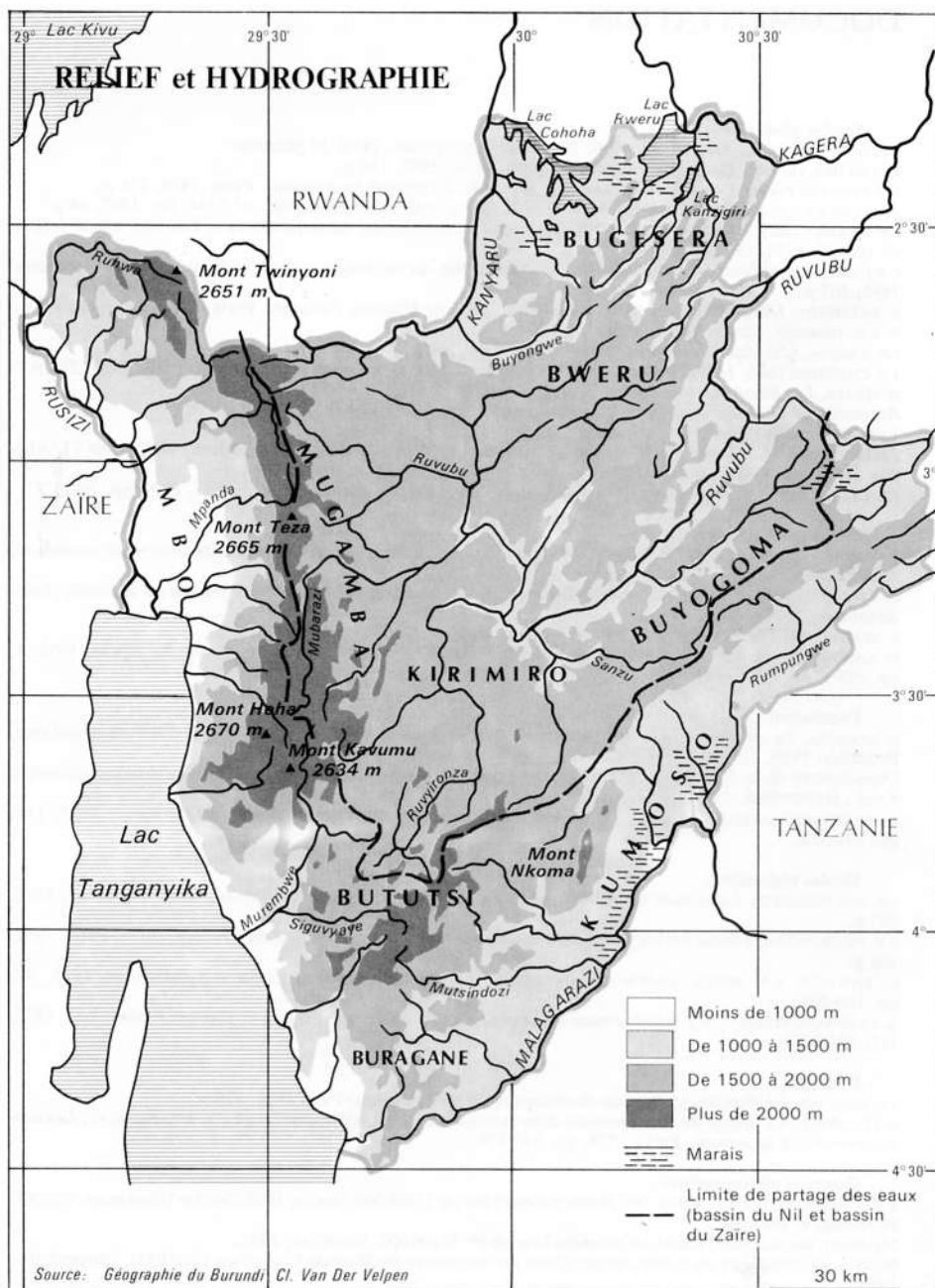


Planche 2

I

UNE CAPITALE AU CENTRE DU BURUNDI

**Le projet retardé d'une nouvelle Résidence
(1906-1911)**

La fondation de la ville de Gitega répond d'abord à un programme politique élaboré pour l'Afrique orientale allemande (*Deutsch-Ostafrika*) dans le cadre des réformes lancées en 1907 par le Secrétaire d'État aux colonies¹, Bernhard Dernburg². Il s'agissait, en l'occurrence, du choix du modèle de *l'indirect rule*, déjà pratiqué par les Britanniques dans l'Ouganda voisin³, pour gérer les royaumes constituant le Nord-ouest de la colonie allemande et les moderniser en douceur. Ce programme, nous allons le voir, se réalisa de manière très hésitante, voire chaotique, au Burundi, dont la gestion passe entre les mains d'une succession de militaires, généralement en désaccord les uns avec les autres et même parfois avec les gouverneurs de l'Afrique orientale de l'époque, le comte von Götzen de 1901 à 1906, le baron von Rechenberg de 1906 à 1912 et enfin Heinrich Schnee jusqu'à la Guerre mondiale.

Le programme de l'administration indirecte : les Résidences

La spécificité géopolitique du Burundi explique largement le retard de la mise en place d'une véritable « Résidence ». Mais il faut d'abord comprendre la logique de la nouvelle politique allemande en Afrique orientale⁴. Elle visait à répondre à deux grands défis : l'inefficacité d'une bureaucratie militaire qui avait été confrontée à une révolte généralisée dans tout le Sud de la colonie en 1905-1906 (le mouvement dit Maji maji) et le caractère coûteux d'une économie peu productive et tenue à bout de bras par la métropole. Du même coup, le gouvernement voulait pouvoir

1. C'est en mai 1907 qu'est créé le *Reichskolonialamt* (Ministère impérial des colonies), remplaçant la *Kolonial-Abteilung* (Département des colonies), créée en 1890 au titre de simple direction du Ministère des Affaires étrangères (*Auswärtiges Amt*).

2. Bernhard Dernburg, en fonction depuis septembre 1906, est donc à la tête du *Reichskolonialamt* de mai 1907 à mai 1910. Ses successeurs seront Friedrich von Lindequist de juin 1910 à octobre 1911, puis Wilhelm Solf de novembre 1911 à 1918.

3. Frederick Lugard, promoteur du protectorat britannique en Ouganda au début des années 1890, applique aussi ce mode d'administration « indirecte » au Nigeria au début du XX^e siècle. Le modèle était en fait celui de l'Inde.

4. Voir surtout J. Iliffe, *Tanganyika under German rule, 1905-1912*, Cambridge university press, 1969.

répondre aux critiques venues des milieux économiques libéraux et à celles du parti catholique, le *Zentrum*, partenaire de sa majorité, qui se faisait l'écho du mécontentement des missionnaires, témoins des abus commis à l'égard des indigènes, sans parler des dénonciations de l'exploitation coloniale par les sociaux-démocrates. Le contrôle par le parlement allemand (le *Reichstag*) de la politique coloniale n'était en effet pas négligeable. La nomination à la tête du Département des Colonies d'un banquier, peu au fait du monde colonial, mais soucieux de bonne gestion, Bernhard Dernburg, qui, en plus, était issu d'une famille juive, donc moins lié à l'establishment protestant, également mis en cause par les catholiques, représentait donc une ouverture. En mai 1907, un véritable ministère, le *Reichskolonialamt*, est mis en place sous son autorité. Le mot d'ordre de Dernburg réside dans l'idée que la richesse essentielle de la colonie, c'est sa population indigène, et non les quelques établissements de colons allemands. L'accent est donc mis sur l'encouragement des productions locales, sur la santé publique et sur les équipements, notamment les constructions ferroviaires.

Ce programme permit à l'historien français Henri Brunschwig de souligner, dans l'ouvrage qu'il publia en 1957 sur la colonisation allemande, une opposition radicale entre une période de « gabegie » de 1890 à 1907 et une période de « colonisation rationnelle » de 1907 à la Guerre mondiale⁵. La réalité est plus complexe. Dernburg n'est pas un philanthrope. Il est soucieux de rentabilité économique, mais il est aussi désireux de consolider la position mondiale de son pays, en l'occurrence sa puissance en Afrique orientale et centrale. Le « chemin de fer central » dont le chantier est accéléré à partir de 1908, relie Dar-es-Salaam à Tabora dès 1912 et atteint Kigoma, sur les bords du lac Tanganyika au début de 1914. Les objectifs en sont à la fois économiques et stratégiques. Il s'agit d'ouvrir la région des Grands lacs, mais aussi l'Est du Congo au commerce vers l'Océan Indien⁶. Les élections de janvier 1907, où la question coloniale joue un rôle important⁷, donnent la majorité aux partis de droite et voient le recul des catholiques du *Zentrum* et des sociaux-démocrates. Une nouvelle majorité de droite est conduite par le chancelier von Bülow, où Dernburg trouve immédiatement sa place en tant que défenseur de l'expansion outre-mer. Il incarne néanmoins le passage

5. H. Brunschwig, *L'expansion allemande outre-mer, du XV^e siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1957, p. 145-177.

6. Voir J.-P. Chrétien, « Le 'désenclavement' de la région des Grands lacs dans les projets économiques allemands au début du XX^e siècle », in : Université du Burundi, *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Karthala, 1991, p. 335-362.

7. Le débat porta surtout sur la gestion du Sud-Ouest africain, qui s'était illustrée de manière sinistre en 1904 par le massacre des Hereros, d'où le sobriquet « d'élections hottentotes » donné à ce suffrage.

d'une époque plutôt guerrière où s'étaient illustrés des « aventuriers » comme Carl Peters, Emin Pacha ou Hermann Wissmann, le premier gouverneur de l'Afrique orientale allemande, à une époque d'exploitation, où les personnages importants seront des médecins, des agronomes, des ingénieurs des travaux publics et autres techniciens de la « mise en valeur » et de « l'ouverture à la civilisation ».

La définition du cadre politique était un préalable à la mise en œuvre de cette action publique. La densité démographique des trois districts du Nord-ouest de la colonie (représentant à peu près la moitié de sa population totale) amena les autorités de Dar-es-Salaam à imiter le modèle du protectorat britannique en Ouganda, c'est-à-dire celui d'une « administration indirecte » s'appuyant sur les pouvoirs africains. C'est dès 1904-1905 que le gouverneur Gustav-Adolf von Götzen et son secrétaire général, le premier référent Eduard Haber, qui ont, l'un et l'autre, visité l'Ouganda, élaborent un programme de « Résidences » pour les districts du Ruanda, de l'Urundi et de Bukoba⁸. Ce dernier, ingénieur des mines de formation, travaillait dans les bureaux du gouvernement à Dar-es-Salaam depuis 1901. Il avait une préférence pour l'administration civile, mais, pour cette région du Nord-ouest, il penche pour le maintien d'une administration militaire chapeautant les autorités coutumières locales, qui serviront, à moindres frais, de relais dans le contrôle des populations et l'œuvre civilisatrice. Il résume très bien ce programme dans un rapport adressé à Berlin en juin 1906⁹ :

« Je reste convaincu que ce serait une erreur si on allait essayer maintenant de désintégrer les grands et solides sultanats concernés, pour mettre en place l'administration allemande selon le modèle des districts agissant directement sur les nègres pris individuellement ou dans leurs plus petites

8. R. Austen, *Northwest Tanzania under German and British rule. Colonial policy and tribal politics, 1889-1939*, New Haven, Yale university press, 1968, pp. 70-72 et 84-85.

9. E. Haber à la *Kolonial-Abteilung*, 18.06.1906 (AAB, F.A., microfilm 161, 24). Extrait traduit : « *Nach wie vor bin ich der Überzeugung, dass es verfehlt sein würde, wenn ersucht sein sollte, die gedachten grossen und festgefügtten Sultanate zunächst zu desintegrieren, um dann die deutsche Verwaltung nach dem Muster der Bezirksämter unmittelbar auf die einzelnen Neger oder ihre kleinsten Gemeinwesen wirken zu lassen. Die vorhanden straffe Sultanatverfassung bietet vielmehr die günstigste Gelegenheit, die Eingeborenen durch ihre angestammten Stammeshäupter mit dem geringsten Aufwand an bezahlten Beamtenkräften und europäischen Machtmitteln zu verwalten und kulturell zu entwickeln* ». L'emploi des termes « sultan » et « sultanat » pour désigner le *mwami* (roi) et le royaume, s'explique par la médiation du swahili, la langue africaine de référence pour l'administration allemande, où un « roi » est dénommé *sultani*. La carte administrative de l'Afrique orientale allemande en 1914 (tirée de J. Koponen, *Development for exploitation. German colonial policies in Mainland Tanzania, 1884-1914*, Helsinki, Finnish historical society, 1994, pp. 110-111) illustre ce choix politique. Voir *planche 1*.

communautés. Au contraire, la stricte constitution actuelle des sultanats offre l'occasion la plus favorable d'administrer et de développer culturellement les indigènes, à travers leurs chefs tribaux traditionnels et sans la moindre dépense en personnel administratif rémunéré et en instruments de pouvoir européens. »

Ce programme est officiellement mis en place en juillet 1906¹⁰. En fait Haber a surtout en tête l'exemple de Bukoba, qu'il a visité en 1904 et où il apprécie l'action intelligente du capitaine Willibald von Stuemmer. Ce dernier restera en fonction jusqu'en 1916 et réussira à développer son district, avec la collaboration d'un des rois (*bakama*), celui du Kyanja, Kahigi, qui finira par être considéré comme un « Obersultan » de la région¹¹. Il faut dire que le port de Bukoba joua un rôle croissant dans le réseau commercial associant les pistes en direction du Rwanda et du Burundi et la navigation sur le lac Victoria en direction de l'Ouganda, ce qui donna une stimulation économique à cette administration.

Au Rwanda également ce régime de protectorat trouve rapidement une vitesse de croisière sous la houlette, dans ce cas, d'un résident civil, le docteur Richard Kandt, qui connaît le pays depuis 1898 et qui le gère durablement de 1906 à 1913. De bons rapports avaient été établis dès 1897 entre les officiers allemands et la Cour du roi Musinga, qui voyait en eux un rempart contre la menace belge venue du Congo. La centralisation politique du pays fut aussi un atout dans la relative bonne marche de cette collaboration.

Au Burundi, la situation est d'emblée beaucoup plus incertaine. Pourtant le gouverneur von Götzen, qui avait visité le Rwanda lors de sa traversée de l'Afrique en 1894 et qui avait été impressionné par la puissance du *mwami* du Rwanda, a eu plusieurs fois l'occasion d'afficher très tôt sa philosophie en la matière, à savoir l'option d'une « administration indirecte » des royaumes du Burundi et du Rwanda. Mais le capitaine Robert von Beringe, chef du district d'Usumbura (englobant alors les deux pays) est très réticent à l'appliquer. Von Götzen donne dès février 1902 à cet officier des instructions très claires sur le respect du pouvoir du roi dans chacun des deux pays¹². En septembre suivant, il revient sur la nécessité d'étendre pacifiquement l'influence européenne et de donner au contact projeté par le chef de la Station militaire d'Usumbura avec le

10. Le soulèvement Maji maji qui avait embrasé tout le sud de la colonie en 1905, donna aussi matière à réflexion sur la prudence nécessaire dans une région densément peuplée comme le Nord-Ouest.

11. Ces royaumes se partageaient essentiellement l'espace linguistique haya. Cf. J.-P. Chrétien, *L'Afrique des Grands lacs. 2000 ans d'histoire*, Paris, Flammarion, 2003, pp. 218-226.

12. Von Götzen, Dar-es-Salaam, 27.2.1902 (DBA, RKA 290).

mwami Mwezi Gisabo l'allure « de la visite d'un grand à un autre grand »¹³. En février 1903, le naturaliste Franz Stuhlmann, qui assure l'intérim du gouverneur durant le congé de celui-ci en Europe, rappelle l'intérêt d'appuyer le pouvoir du *mwami*, qui aura ainsi « assez de sagesse politique pour reconnaître la puissante protection de l'administration allemande et pour chercher à bénéficier de celle-ci »¹⁴. Or le capitaine von Beringe préfère organiser de sa propre initiative en mai 1903 une expédition punitive contre Mwezi, qui se solde le 6 juin suivant par la reddition du souverain et la conclusion à Kiganda d'un pseudo-traité (que les autorités allemandes n'entérineront en fait jamais) débouchant sur un morcellement politique du pays. A son retour à Dar-es-Salaam, von Götzen décide en septembre 1903 le renvoi de von Beringe, qui est également sanctionné par le commandement de la *Schutztruppe*. La crise de 1903 au Burundi montre donc que le principe des « Résidences », adopté en 1906, est en gestation depuis déjà au moins quatre ans.

Le successeur de von Beringe à Usumbura à partir de février 1904 est le capitaine Werner von Grawert, qui connaît en fait le pays depuis 1898. En mars-avril 1904, le gouverneur insiste : les rois du Burundi et du Rwanda sont « les maîtres du pays », le modèle à suivre est celui de l'Ouganda britannique et il faut le faire savoir à Mwezi avec une certaine solennité¹⁵. Von Grawert s'emploie à appliquer fidèlement cette politique : le 8 octobre 1905, lors d'une réunion de chefs tenue à la cour royale de Bukeye¹⁶, il reconnaît officiellement Mwezi Gisabo comme roi du Burundi réunifié.

La situation reste néanmoins trouble durant les années suivantes, en fonction des pesanteurs politiques et économiques du pays. Ce royaume continue en effet à fonctionner selon des logiques anciennes de parenté, de liens personnels et de loyauté de type religieux, alors que ses voisins du nord (Rwanda et Buganda notamment) ont déjà développé des structures territoriales et militaires qui se prêtent plus aisément au dialogue avec les processus de la gestion européenne. D'autre part l'insécurité persistante dans l'intérieur du pays et la dégradation sanitaire sur les bords du Tanganyika freineront longtemps le développement des échanges et des ressources susceptibles d'alimenter la machine administrative. Ce contexte explique sans doute que la matérialisation du protectorat, sous la forme d'un chef-lieu digne de ce nom polarisant l'activité du pays, ait attendu dix ans entre les vœux exprimé en 1902 par le gouverneur von Götzen et l'inauguration de Gitega en 1912.

13. Von Götzen à von Beringe, 13.9.1902 (DBA, RKA 699)

14. F. Stuhlmann à von Beringe, 11.2.1903 (DBA, RKA 699)

15. Notamment von Götzen à von Grawert, 13.4.1904 (AAB, F.A., microfilm 160, 18).

16. Situé vers le nord-ouest des domaines royaux, cet enclos avait été remis au rebelle Kilima par von Beringe.

La Station militaire d'Usumbura : avantages initiaux et inconvénients durables

Le passage officiel du cadre du district militaire d'Usumbura à celui des deux « Résidences » en juin 1906 ne se traduit pas immédiatement sur le terrain par l'érection séparée de cette instance au Rwanda et au Burundi. La séparation effective ne se réalise qu'en novembre 1907¹⁷. Jusqu'à cette date, le capitaine von Grawert garde la main sur les deux royaumes, avec toujours pour siège administratif commun le poste d'Usumbura.

Au Rwanda, un nouveau centre administratif est érigé en 1908 à Kigali et placé sous l'autorité d'un civil, le docteur Richard Kandt, médecin et voyageur, qui avait fréquenté le pays depuis une dizaine d'années. Au Burundi, le capitaine von Grawert restera en fonction, avec le titre de résident, jusque juin 1908. Et la capitale administrative du Burundi reste Usumbura.

Les avantages de cette localisation, au bord du lac Tanganyika, étaient évidents. En l'absence de liaison télégraphique¹⁸, les relations de l'administration locale avec le monde extérieur, et d'abord avec le gouverneur, s'effectuaient par le lac. Depuis juin 1901 un petit vapeur de l'État, le *Hedwig von Wissmann*, assure en principe une liaison mensuelle entre Usumbura et Ujiji. Ce poste représente ensuite la tête de pont de la route des caravanes vers Dar-es-Salaam, puis vers le Chemin de fer central au fur et à mesure de sa progression. Le contrôle de la frontière congolaise, qui resta sous un statut provisoire jusque 1910 et qui était le lieu de multiples trafics, était également plus facile depuis Usumbura. En fait les plaines riveraines du Tanganyika et de la vallée de la Rusizi, un ensemble appelé Imbo par les Burundais, apparaissaient au début du XX^e siècle comme le « Burundi utile », avec ses palmeraies, ses pêcheurs et son activité commerciale.

L'intérieur montagneux, difficile d'accès, dont la population et les autorités (avec, au sommet, le *mwami* Mwezi Gisabo lui-même¹⁹) étaient rétives au contact avec les envahisseurs étrangers, apparaissait au contraire comme un secteur qui devait être contrôlé à terme, mais dont

17. Courrier du lieutenant Keil à ses homologues du Congo, 13.8.1906 (AAB, F.A., 102-III). Cf. aussi AAB, F.A., microfilm 163, 29.

18. Le télégraphe allemand, tracé depuis Dar-es-Salaam, ne dépassa pas Tabora.

19. Cf. J.-P. Chrétien et E. Mworoha, « Mwezi Gisabo et le maintien d'une fragile indépendance au Burundi », in : C.A. Julien (éd.), *Les Africains*, t. 2, Paris, éd. Jeune Afrique, 1977, p. 251-276.

l'intérêt économique semblait problématique. Une large piste est tracée à grands frais en 1904-1905 d'Usumbura à Mugeru, puis à Muyaga (les deux missions servant de relais au centre et à l'est du pays), avec pour objectif une jonction des lacs Tanganyika et Victoria, d'Usumbura à Bukoba. Mais cette « piste charretière », tout comme le vapeur sur le lac, accueillent un très faible trafic.

Le seul facteur qui donnait vraiment matière à réflexion, c'était la densité démographique. Elle représentait à la fois une menace potentielle, surtout, aux yeux des Allemands, depuis l'expérience de la révolte Maji maji dans le Sud de la colonie en 1905, et une ressource, également virtuelle, en main d'œuvre pour l'économie de rente. Ces arguments, stratégique et économique, vont d'ailleurs être invoqués pour justifier l'énorme investissement représenté par la construction du chemin de fer de Dar-es-Salaam jusqu'au lac Tanganyika (et qui ne sera achevé qu'en 1914)²⁰.

Mais ce qui décide les autorités allemandes à envisager réellement le déménagement du chef-lieu de la Résidence vers l'intérieur du pays, c'est la dégradation rapide de la situation sanitaire sur les rives du lac et dans les vallées affluentes, à cause de l'irruption, à partir de 1905, d'une épidémie de maladie du sommeil²¹. Celle-ci frappe tout le littoral du lac Tanganyika et la vallée de la Rusizi. Cette situation catastrophique allait se prolonger durant deux décennies. La mortalité ou l'exode de nombreux habitants fait baisser de manière dramatique la densité démographique (une diminution qui a pu atteindre 50%), les campagnes de débroussaillage destinées à lutter contre la diffusion des mouches tsé-tsé réquisitionnent l'essentiel de la main d'œuvre locale, l'agriculture est ruinée, les palmeraies sont fermées ou abattues, des paysans sont expropriés par centaines, la navigation sur le lac subit des interdictions (une circulation réservée à la nuit) qui asphyxient le commerce et ruinent les riverains. Le géographe Hans Meyer livre un constat de désolation à la veille de la Première Guerre mondiale, dans son ouvrage publié en 1916²² :

« J'ai traversé en 1911 les contrées frappées par le mal dans la partie inférieure de la dépression de la Russissi et au nord-est du Tanganyika et j'ai été horrifié de voir les ravages causés par l'épidémie parmi une population jadis assez dense et heureuse de vivre. Des villages entiers sont dépeuplés, les habitants ont quitté des zones entières, parfois le gouverne-

20. Cf. J.-P. Chrétien, *op. cit.*, 1991.

21. J.-P. Chrétien, « La crise écologique de la plaine du lac Tanganyika entre 1890 et 1916 », in Id., *Burundi. L'histoire retrouvée*, Paris, Karthala, 1993, pp. 121-162.

22. H. Meyer, *Les Barundi*, trad., Paris, SFHOM, 1984, p.188.

ment les a fait s'établir ailleurs et les malades qu'il héberge dans des camps de regroupement dûment surveillés dépérissent là sans qu'on puisse les aider efficacement par aucun des moyens mis en œuvre... Il faudra des décennies avant que les dommages soient quelque peu réparés. »

En outre, comme le note le journaliste Emil Zimmermann en 1911, les délégations des autorités burundaises hésitent à rendre visite à la Résidence, par peur de tomber malades des « fièvres » de l'Imbo²³. Plusieurs Européens furent atteints par le mal au début²⁴ et la contagion était aussi une obsession pour les autorités allemandes. La station d'Usumbura et les petits postes de la plaine, affectés notamment à la garde des camps de sommeilleux créés à partir de 1908, deviennent comme autant de ghettos militarisés. Cette ambiance ne se prêtait guère à la manifestation imposante d'une autorité politique et à un contact régulier avec la population.

23. E. Zimmermann, *Deutsch-ostafrikanische Zeitung*, 18.10.1911.

24. Y compris le résident Langenn en 1909.(DBA, RKA 6484, *Berichte für Ostafrika*, p. 14).

Les motivations du transfert en « Urundi de l'intérieur »

L'aspect de plus en plus répulsif de la plaine riveraine du lac Tanganyika rendait donc souhaitable le déplacement de la capitale administrative de la nouvelle Résidence sur les plateaux salubres de *l'Inner-Urundi* (« l'Urundi de l'intérieur »). Dès la fin de 1906, des arguments positifs en faveur de ce transfert ressortent aussi de plus en plus clairement dans les rapports des autorités, tant à Usumbura qu'à Dar-es-Salaam, une fois prise la décision de mettre en place la politique de semi-protectorat au Burundi comme au Rwanda.

Le premier argument relève de l'économie, plus précisément du contrôle du commerce. Depuis 1905 les désordres entraînés par les abus de certains trafiquants de bétail dans plusieurs régions du Burundi et la mainmise de négociants asiatiques liés à l'Est africain britannique sur les exportations de peaux de la région avaient conduit le gouverneur à fixer des conditions réglementant l'entrée des commerçants étrangers (essentiellement arabes ou indiens) au Burundi et au Rwanda, notamment par le décret du 7 mars 1906²⁵. Encore fallait-il pouvoir en faire respecter l'application, ce qui était pratiquement impossible quand il s'agissait de colporteurs arrivant de l'est par la voie terrestre, alors que le seul centre administratif à même d'assurer cette police était à plus de 100km de là, sur la rive du Tanganyika. En septembre 1906 le capitaine-résident von Grawert, rappelant cette politique, souligne l'intérêt d'un transfert du pouvoir au centre du « sultanat », c'est-à-dire du royaume (tant au Rwanda qu'au Burundi)²⁶ :

« Ce que le transfert de nos moyens de pouvoir dans les points centraux des sultanats doit entraîner pour le commerce, peut dores et déjà être prévu assez bien. L'ouverture de routes précises pour la traversée, l'instauration de places de marché précises, où l'échange des marchandises peut avoir lieu. Ce système m'apparaît comme le seul qui rende possible une surveillance ».

En mai 1908, les services du gouverneur insisteront sur cette préoccupation et donc sur l'urgence de la création d'un poste administratif « au

25. J.-P. Chrétien, « La fermeture du Burundi et du Rwanda aux commerçants de l'extérieur (1905-1906). Une décision de l'administration coloniale allemande », in Laboratoire « Connaissance du Tiers-monde », *Entreprises et entrepreneurs en Afrique, XIX^e-XX^e siècles*, t. II, Paris, L'Harmattan, 1983, p. 25-47.

26. W. von Grawert au gouverneur, Usumbura, 25.9.1906 (AAB, F.A., microfilm 160, 18).

centre de l'Urundi »²⁷. Nous retrouverons cette problématique dirigiste tout au long de la gestion allemande du poste de Gitega.

Ce souci de contrôle économique était étroitement lié à celui d'un contact politique régulier avec la Cour royale, qui était dans les montagnes. Depuis 1903 le *mwami* Mwezi Gisabo avait dû accepter la « protection » allemande, dans les conditions que l'on a vues plus haut. Ce tournant, marqué par le « traité de Kiganda »²⁸, avait été suivi d'une politique déterminée du capitaine von Grawert, responsable du pays depuis février 1904, en faveur d'une reconnaissance claire de la suprématie de Mwezi et même d'un renforcement du pouvoir de ce souverain, détenteur de l'autorité traditionnelle. Ce soutien avait été affiché publiquement en octobre 1905 dans l'enclos de Bukeye²⁹. En 1905 et 1906 les principaux chefs dissidents (Maconco au centre, Kilima au nord-ouest, Kanugunu au nord-est) avaient été éliminés. En février 1907 Von Grawert estime que l'essentiel est de placer au plus vite les Résidences près des Cours royales, tant au Rwanda qu'au Burundi. Il faut montrer aux populations, explique-t-il, que l'amitié avec le gouvernement colonial passe par la soumission au roi³⁰.

Mais à la fin de l'année 1907, il semble encore hésiter à passer aux actes. Dans un rapport au major Johannes, chef d'État-major de la *Schutztruppe* en Afrique orientale, il propose de reporter à l'année 1909 le déplacement de la Résidence. Dans le cas d'un déménagement, il demande une répartition des effectifs militaires qui consisterait à laisser à Usumbura la 11^e compagnie et 25 hommes de la 9^e compagnie au titre de garnison permanente et le transfert à l'armée de la plupart des bâtiments et d'une partie du patrimoine foncier public. Mais il exprime surtout ses réserves sur la faisabilité de ce transfert avec les moyens disponibles en 1908³¹.

Dans un courrier privé adressé au même moment au gouverneur, il décrit également le transfert comme impossible avant 1909, faute d'argent et de travailleurs en suffisance, et aussi parce que de grosses averses avaient causé en avril précédent des dégâts à Usumbura, exigeant

27. Dar-es-Salaam, 23.5.1908 (AAB, F.A., microfilm 161, 19).

28. Traduction de cet accord d'après le rapport de von Beringe dans P. Ryckmans, *Une page d'histoire coloniale*, Bruxelles, IRCB, 1953, p. 8.

29. L'enclos de Bukeye, sur la crête de la Kibira, était une des grandes capitales du royaume, où était célébrée chaque année la fête des semailles du sorgho, dite *umuganuro*.

30. W. von Grawert au gouverneur, Usumbura, 17.2.1907 (AAB, F.A., microfilm 163, 34). Dans ce courrier, cet officier compare sa gestion groupée des deux royaumes depuis Usumbura à une « union personnelle », de type austro-hongrois, ce qui fait sursauter ses correspondants à Dar-es-Salaam !

31. W. von Grawert au commandement de la *Schutztruppe*, Usumbura, 7.12.1907 (AAB, F.A., F.A., microfilm 163, 34).